



## PREFET DE L'HERAULT

**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
DDTM 34**

**Service Agriculture Forêt  
Espaces Naturels**

**Unité Forêt Biodiversité Chasse**

### **ARRETE N°DDTM34-11-03547 du 12 novembre 2013**

de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégées, pour le renouvellement de la carrière STPC à Brissac

**Le préfet de la Région Languedoc-Roussillon  
préfet de l'Hérault**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1 et L.411-2, L171-8 et R.411-1 à R.411-14 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées, modifié par l'arrêté du 28 mai 2009 ;

**Vu** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** la demande de dérogation présentée en juin 2013 par la Société de Travaux Publics de Concassage (STPC) pour la destruction d'individus et d'habitats de repos ou de reproduction de 17 espèces, dans le cadre du projet de renouvellement de la carrière STPC à Brissac (34) ;

**Vu** le dossier de saisine du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) relatif à la demande de dérogation aux interdictions concernant les espèces protégées, établi par Biotope en mai 2013, et joint à la demande de dérogation de STPC ;

**Vu** l'avis favorable du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon en date du 22 juillet 2013 ;

**Vu** l'avis favorable n°13/661/EXP de l'expert faune délégué du Conseil National de la Protection de la Nature en date du 31/08/2013 ;

**Vu** la consultation publique réalisée sur le site internet de la DREAL Languedoc-Roussillon du 18 octobre au 2 novembre 2013 ;

**Considérant** que la demande de dérogation concerne 17 espèces protégées d'oiseau, d'amphibiens, de reptiles, d'insecte et de mammifères, et porte sur la destruction de spécimens et la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de ces espèces ;

**Considérant** que le renouvellement de la carrière STPC à Brissac répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur, de nature sociale et économique. Le renouvellement de la carrière STPC à Brissac permet en effet le maintien d'une activité économique, source d'emploi, et les produits de cette exploitation permettent notamment la réalisation de travaux publics, d'intérêt public majeur ;

**Considérant** qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour la réalisation de ce projet ;

**Considérant** que le demandeur s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures pour éviter, réduire et compenser ses impacts sur les espèces protégées telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande de dérogation ;

**Considérant** que dans ces conditions, la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées ;

**Sur** proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

ARRETE :

**Article 1er :**

**Bénéficiaire, nature, période de validité et périmètre concerné par la dérogation**

**Identité du demandeur de la dérogation :**

Société de Travaux Publics de Concassage (STPC)  
CD986 Devois de la Vernère  
34190 BRISSAC  
représentée par son président M. Thierry MELINE.

**Nature de la dérogation :**

Est accordée, aux conditions détaillées ci-après, une dérogation aux interdictions portant sur les espèces protégées suivantes :

**Insecte (1 espèce) :**

- ♣ *Saga pedo* - Magicienne dentelée : destruction de moins de 20 spécimens, destruction d'habitat (site de reproduction et aire de repos) de l'espèce sur 0,8 ha ;



#### Reptiles (7 espèces) :

- ▲ *Coronella girondica* - Coronelle girondine : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Malpolon monspessulanus* - Couleuvre de Montpellier : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Podarcis muralis* - Lézard des murailles : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Podarcis liolepis* - Lézard catalan : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Psammotromus algirus* - Psammotrome algire : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Rhinechis scalaris* - Couleuvre à échelons : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Timon lepidus* - Lézard ocellé : destruction de moins de 15 spécimens ;

#### Amphibiens (4 espèces) :

- ▲ *Bufo bufo* - Crapaud commun : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Bufo calamita* - Crapaud calamite : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Hyla meridionalis* - Rainette méridionale : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Pelodytes punctatus* - Pélodyte ponctué : destruction de moins de 10 spécimens ;

#### Mammifères (4 espèces) :

- ▲ *Hypsugo savii* - Vespère de Savi : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Pipistrellus kuhlii* - Pipistrelle de Kuhl : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Pipistrellus pipistrellus* - Pipistrelle commune : destruction de moins de 10 spécimens ;
- ▲ *Tadarida teniotis* - Molosse de Cestoni : destruction de moins de 10 spécimens ;

#### Oiseau (1 espèce) :

- ▲ *Anthus campestris* - Pipit rousseline : destruction d'habitat (site de reproduction et aire de repos) de l'espèce sur 2 ha.

#### **Période de validité :**

A compter de la date de signature du présent arrêté de dérogation et pendant toute la durée d'exploitation de la carrière jusqu'à sa remise en état, soit pour une durée de 30 ans, jusqu'au 31 décembre 2043 inclus.

#### **Lieux concernés par cette dérogation :**

Cette dérogation concerne le périmètre de la carrière sur la commune de Brissac. L'ensemble des parcelles concernées par la carrière actuelle et le renouvellement projeté totalisent 40,6226ha dont 21,6731ha en extraction. Le plan en annexe 1 donne la localisation de ces lieux.

#### **Article 2 :**

##### **Mesures d'atténuation**

Afin de réduire au maximum les impacts des travaux sur les espèces de faune protégées et plus largement sur le milieu naturel, la société STPC et l'ensemble de ses prestataires engagés dans l'exploitation et le réaménagement de la carrière, doivent mettre en œuvre les mesures d'atténuation d'impacts suivantes :

- le dégagement des emprises de garrigue rocailleuse au sein de la carrière devra être réalisé uniquement entre le 15 septembre et le 30 novembre ;
- la création d'éboulis par tirs, les talutages de ces éboulis et fronts de taille devra être réalisé uniquement entre le 1er août et le 31 octobre.

Le dégagement des emprises comprend le débroussaillage, les terrassements et remaniements des sols superficiels. Ces deux mesures s'appliquent dans les zones cartographiées comme à enjeux forts dans la carte en annexe 2.

#### **Article 3 :**

## **Mesures compensatoires**

Afin de compenser les impacts résiduels des travaux sur les espèces de faune protégées et plus largement sur le milieu naturel, la société STPC doit mettre en œuvre les mesures compensatoires suivantes, détaillées en annexe 3, extraite du dossier de demande de dérogation :

- MC1 : restauration écologique des pelouses méditerranéennes ;
- MC2 : restauration et création de gîtes pour le Léopard ocellé.

Les parties de parcelles concernées par ces mesures compensatoires sont localisées sur la carte p81, en annexe 3. Ces parcelles sont les suivantes :

- commune de Notre-Dame de Londres, section D, parcelle numéro 228, pour une surface minimale de 2,2ha ;
- commune de Brissac, section AT, parcelle numéro 55, pour une surface minimale de 4,8ha.

Le plan de gestion de ces parcelles compensatoires sera établi, sur les principes décrits en annexe 3. Ce plan de gestion portera sur une durée de 5 ans, puis sera renouvelé ou reconduit en tant que de besoin. Ce plan de gestion devra être validé avant le 31 décembre 2014, suivant les termes de l'article 5. Il pourra être adapté, en concertation entre la société STPC et les services de l'Etat mentionnés à l'article 10, suivant les résultats des suivis prévus à l'article 4, dans le respect des objectifs initiaux.

Un état zéro des parcelles compensatoires devra être fait suivant les termes de l'article 4 avant les interventions de restauration.

Une gestion d'entretien devra être mise en œuvre sur les terrains compensatoires restaurés, de manière à les maintenir dans un état favorable aux espèces visées jusqu'au terme de la dérogation, tel que mentionné à l'article 1 soit jusqu'au 31 décembre 2043. Cet entretien, une fois les pelouses restaurées, privilégiera, si possible, d'autres techniques que le girobroyage, de préférence un entretien pastoral.

### **Article 4 :**

#### **Mesures d'accompagnement et de suivi**

Les résultats de l'ensemble des mesures d'atténuation (Article 2) et de compensation (Article 3) devront faire l'objet de mesures d'accompagnement (MA) et de suivi (MS) pour s'assurer de l'efficacité de ces actions pour la conservation des populations d'espèces visées par la dérogation. Ces mesures sont détaillées en annexe 4, extraite du dossier de demande de dérogation :

- MA : favoriser la fuite des léopards ocellés vers les surfaces de mesures compensatoires ;
- MS : suivi écologique des mesures compensatoires.

La mesure d'accompagnement, les protocoles détaillés et les méthodologies de ce suivi écologique devront figurer au plan de gestion prévu à l'article 3. Les suivis porteront sur la colonisation des habitats restaurés par les espèces patrimoniales d'insectes, reptiles, oiseaux visées par la dérogation, sur la base des protocoles décrits en annexe 4.

Le réaménagement de la carrière après exploitation devra prévoir des hibernacula pour les reptiles, en complément de la mise en œuvre du plan détaillé de réaménagement présenté aux pages 26 à 31 du dossier de demande. En complément du suivi des parcelles compensatoires, un suivi équivalent sera mis en place dans la carrière au fil du réaménagement, jusqu'à 5 ans après la fin du réaménagement.



En fonction des espèces présentes lors du réaménagement de la carrière après exploitation, l'opportunité de pérenniser le devenir écologique des lieux par un statut de protection réglementaire sera décidé conjointement par la société STPC et l'Etat.

#### **Transmission des données et publicité des résultats**

Les données brutes recueillies lors des suivis seront transmises aux têtes de réseau du Système d'Information sur la Nature et les Paysages en Languedoc-Roussillon, suivant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

La société STPC devra produire chaque année d'intervention ou de suivi, au cours de la période de validité de la dérogation, un bilan de la mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre de cet arrêté.

Ce bilan sera communiqué aux services de l'Etat listés à l'article 10 ainsi qu'au CSRPN Languedoc-Roussillon et à la commission faune du CNPN.

Les résultats de ces suivis seront rendus publics, le cas échéant par la DREAL, pour permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets en milieux équivalents.

#### **Article 5 :**

##### **Modifications ou adaptations des mesures**

Tous les éléments nécessaires pour préciser les engagements du dossier de demande de dérogation et les prescriptions du présent arrêté sont validés conjointement par la STPC et l'Etat. Il en est de même pour toute modification des mesures visant à éviter, réduire et compenser les impacts sur les espèces protégées prévues par le présent arrêté ainsi que pour les mesures d'accompagnement et de suivi.

#### **Article 6 :**

##### **Incidents**

La société STPC est tenue de déclarer aux services de l'Etat mentionnés à l'article 10, dès qu'elle en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation, qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

#### **Article 7 :**

##### **Mesures de contrôle et sanctions**

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté feront l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement. Ces agents et ceux des services mentionnés à l'article 10 auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

### **Article 8 :**

#### **Autres accords ou autorisations**

La présente dérogation ne dispense pas le demandeur de solliciter les autres accords ou autorisations nécessaires pour le renouvellement et l'exploitation de la carrière.

### **Article 9 :**

#### **Droits de recours et informations des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif compétent.

### **Article 10 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon, la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault, le Chef du service départemental de l'Hérault de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## **ANNEXES**

Annexe 1 : plan des zones concernées par la dérogation - 1p

Annexe 2 : plan de localisation des mesures d'atténuation de l'article 2 - 1p

Annexe 3 : description détaillée des mesures compensatoires - 15pp

Annexe 4 : description détaillée des mesures d'accompagnement et de suivi – 3 pp

**Le Préfet**

**Pour le Préfet,**

**Le Secrétaire Général**



**Olivier JACOB**